

Extrait du El Correo

<http://elcorreo.eu.org/Rafael-Correa-souligne-la-gravite-des-faits-reproches-a-l-actuel-president-de-l-Equateur>

Rafael Correa souligne la gravité des faits reprochés à l'actuel président de l'Équateur

- Les Cousins - Équateur -
Date de mise en ligne : dimanche 3 mars 2019

Description :

Rafael Correa souligne la gravité des faits reprochés à l'actuel président de l'Équateur Lenin Moreno.

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

L'ex-président de l'Équateur Rafael Correa a considéré que les faits reprochés en ce moment à son successeur, Lenin Moreno, pour de prétendus liens avec des comptes et des entreprises offshore, sont extrêmement graves.

Selon ses propos lors d'un entretien accordé à Radio La Pizarra, le mandataire (Lenin Moreno) ne devrait pas quitter la présidence, mais aller directement en prison, pour le scandale de corruption qui l'entoure, qui est d'ailleurs passé sous silence par les médias nationaux de communication.

La posture de Correa répond à l'accusation rendue publique il y a quelques jours concernant de possibles liens de Moreno avec l'entreprise offshore Ina Investment, créée par son frère au Belize en 2012.

Selon la plainte, ont été acquis depuis cette entité des biens et produits destinés à l'appartement de Lenin Moreno à Genève (en 2015), et au moins deux transactions bancaires ont été effectuées pour l'achat d'un autre appartement lui appartenant en Espagne.

L'accusation à l'encontre de l'actuel mandataire équatorien a été présentée devant le Ministère Public par le député Ronny Aleaga, qui a également joint les autorités espagnoles pour expliquer et montrer les documents qui avalent cette plainte, et ainsi demander l'ouverture d'une enquête.

Pour sa défense, Lenin Moreno a nié tout lien avec la compagnie mentionnée, des comptes ou des biens acquis à l'étranger ; même s'il n'a pas nié l'existence d'Ina Investment, dont la première partie de l'appellation coïncide avec les prénoms de ses trois filles : Cristina, Karina et Irina, comme l'ont fait remarquer certains.

En plus du processus formel sollicité à son encontre, de nombreuses organisations politiques et sociales demandent la destitution du président pour ne pas appliquer le projet qui l'a conduit au Palais de Carondelet (siège de l'Exécutif).

[Prensa Latina](#). Quito, 28 février 2019